

Arrêté du Maire 2026-127
AOT+ CIRCULATION 3.5 T - ENTREPRISE SAS RIGOUDY - 13 RUE MONESTIER
FERMÉE A LA CIRCULATION LE 27 03 26

Le Maire de la commune d'ÉTOILE SUR RHONE

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés collectivités locales,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2122-21, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 à L2213-6, L2131-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L2111-14, L2122-1, L2122-3, L2132-1, L2132-2, L 2125-1,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2, L116-1 à L116-8, R116-1, R116-2,

Vu le Code de la route et notamment ses articles R110-1, R110-2, R411-1 à R411-8, R411-21-1, R411-25 à R411-28,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livrel-8^{ème} partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté 2018-047 interdisant la circulation aux camions de + de 3.5 tonnes dans le village,
Vu la décision n° DEC-2026-009 du 13 février 2026, fixant les tarifs d'occupation du domaine public,

Vu la demande présentée par l'entreprise SAS RIGOUDY 7 rue du Progrès 26270 SAULCE SUR RHONE, pour occuper le domaine public pour un coulage d'une chape liquide, au 13 rue Monestier, et afin de traverser le village avec un camion de +3.5 tonnes,

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser exceptionnellement la circulation des + de 3.5 tonnes dans le village et d'autoriser l'occupation du domaine public,

Considérant qu'à cette occasion il convient d'interdire le stationnement sur des places réservées à cet effet,

Considérant que pour les besoins des travaux la circulation doit être fermée rue Monestier,

ARRETE

Article 1 : L'entreprise SAS RIGOUDY est autorisée à traverser le village avec un camion de +3.5 tonnes et à occuper le domaine public au plus près du 13 Rue Monestier, 26800 ETOILE SUR RHONE, afin d'effectuer un coulage d'une chape liquide le vendredi 27 mars 2026.

Les camions susceptibles d'être utilisés sont immatriculés comme suit :

DK – 475 -PN
DK-761-GY
FB-418-QP

Article 2 : Pendant la durée de l'occupation la circulation sera interdite, Rue Monestier sauf riverains.

L'entreprise s'engage à installer en amont et en aval du chantier, la signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 3 : Conformément à l'article L 2125-1 du CG3P et la décision 2026-009, le montant de la redevance d'occupation du domaine est calculé comme suit déduction faite des samedis et dimanches :

Réalisation d'une opération en rue barrée : 30.60 € forfait demi-journée soit = **2 X 30.60€ = 61.20€**

Article 4 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par le demandeur.

Article 5 : Les dispositions définies par les articles 1 et 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3.

Article 6 : L'occupant du domaine public assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables. L'entreprise est chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire et du nettoyage du chantier et la remise en état des dépendances du domaine public

Article 7 : L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en tant qu'exploitant pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif, de son activité régulière ou de sa présence sur le domaine public.

Article 8 : Les autorisations sont toujours attribuées à titre précaire et révocable. Elles peuvent être retirées sans donner droit à aucune indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui ont été imposées, ou pour tous travaux que la municipalité ou un service public serait susceptible d'engager.

Article 9 : Les droits des tiers, notamment les prérogatives de gestionnaire du domaine public communal de la ville d'Etoile sur Rhône, restent et demeurent expressément réservés. Les Véhicules de secours pourront accéder au secteur susmentionné.

Article 10 : La présente autorisation est personnelle et accordée intuitu personae à son titulaire qui s'engage à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées. Le titulaire ne peut en aucun cas louer la surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un tiers. Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert.

Article 11 : La prise d'eau sur les poteaux incendie situés sur le territoire de la commune est totalement interdit sous peine de poursuite.

Article 12 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 place Verdun 38 022 GRENOBLE, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal susmentionné. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

■ ■
■ ■
■ ■
■ ■
Article 14 : ampliations

SAS RIGAUDY

■ Les services techniques d'Etoile sur Rhône ;

■ Le Chef de Centre des Sapeurs Pompiers d'Etoile sur Rhône ;

■ Le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie Nationale de Loriol sur Drôme ;

■ Le service de la Police Municipale d'Etoile sur Rhône est chargé, en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Etoile sur Rhône

Le 26 mars 2026

Le Maire,

Françoise CHAZAL

